

VIEILLES THÉORIES ET NOUVEAU CAPITALISME : ACTUALITÉ D'UNE ÉCONOMIE MARXISTE

Gérard DUMÉNIL et Dominique LÉVY
MODEM-CNRS et CEPREMAP-CNRS

Version: 10 mai 2005. Paru dans le Dictionnaire Marx Contemporain, édité par Jacques Bidet et Eustache Kouvelakis, Presses Universitaires de France, Paris (2001).

Adresse : CEPREMAP-ENS, 48 bd Jourdan, 75014 Paris, France.
Tél : 01 43 13 62 62, *Fax :* 01 43 13 62 59
E-mail : dominique.levy@ens.fr, gerard.dumenil@u-paris10.fr
Site Web : <http://www.jourdan.ens.fr/levy/>

RÉSUMÉ

VIEILLES THÉORIES ET NOUVEAU CAPITALISME : ACTUALITÉ D'UNE ÉCONOMIE MARXISTE

Malgré la prolongation du chômage, la crise structurelle dans laquelle sont entrés les pays capitalistes développés depuis les années 1970 semble toucher à son terme. La remontée du taux de profit depuis le milieu des années 1980 signale l'entrée dans une nouvelle phase. Simultanément, s'est affirmé un nouveau pouvoir financier dans le néolibéralisme et la mondialisation néolibérale. Ces évolutions ne font que rendre plus évidente la nécessité de la référence aux outils que Marx nous a légués dans *Le Capital*. La centralité du taux de profit, l'analyse de ses mouvements et de ses conséquences, est un premier élément. Vient s'y combiner une conception bien particulière de la relation entre les mécanismes financiers et nonfinanciers, fondée sur la création de la plus-value dans le secteur nonfinancier. A ces deux composantes, s'articulent les théories de la valeur (la distinction entre travaux de production, seuls dits productifs, et de maximisation du taux de profit) et du capital, l'analyse de la concurrence (la gravitation des taux de profit des branches autour d'un même taux en dépit de l'hétérogénéité des firmes) et de la concentration, les études des crises structurelles, du cycle conjoncturel (surchauffes et récessions), de l'accumulation et du chômage (la loi de l'accumulation capitaliste et l'armée industrielle de réserve), etc. Ces divers éléments ne prennent tout leur sens que replacés dans le cadre plus général des structures de classes (de la croissance numérique des cadres et employés), des luttes de classe (dominants-dominés, entre fraction des classes dominantes) et des mutations des rapports de production (dans le capitalisme et, peut-être, au-delà). Dans tous les cas, cet effort de réappropriation des outils débouche sur la nécessité de leur perfectionnement.

ABSTRACT

OLD THEORIES AND NEW CAPITALISM : THE RELEVANCE OF MARXIAN ECONOMICS

Despite continuing unemployment in Europe, the structural crisis in the advanced capitalist countries which began in the 1970s seems to have been superseded. The upward trend of the profit since the mid-1980s signals a new phase of capitalism. Simultaneously, economic and political domination of financial interests is being expressed in neoliberalism and neoliberal globalization. These developments make the conceptual tools introduced by Marx in *Capital* even more relevant. The central position of the profit rate and the consequences of its variations is a first element introduced by Marx which is of particular importance. In addition, Marx's analysis of the relationship between financial and nonfinancial mechanisms, based on the contention that surplus-value is created within the nonfinancial sector is similarly important. These two components are, in turn, related to the theory of value (the separation between production labor, denoted *productive*, and labor devoted to the maximizing of the profit rate), the theory of capital, the analysis of competitive mechanisms (the gravitation of the profit rates of the various industries around a same value, despite interfirm heterogeneity), accumulation and unemployment (the law of the capitalist accumulation and the reserve army of labor), etc. The actual meaning of these various components only becomes apparent when they are considered within the broader framework of class patterns (of the numerical growth of managerial and clerical personnel), of class struggle (dominant-dominated, between the various fractions of ruling classes), and of the transformation of production relations (within capitalism and, perhaps, beyond capitalism). Without exception efforts to breath new life into these tools cannot be separated from the necessity of their development.

MOTS CLEFS : Économie marxiste, valeur, baisse du taux de profit, monnaie, finance, impérialisme.

KEYWORDS : Marxist economics, value, falling profit rate, money, finance, imperialism.

Nomenclature J.E.L. : A10.

Introduction

Oui, le capitalisme ne cesse de se transformer. Sa capacité à s'enfoncer dans des crises durables et profondes, puis à rebondir paraît sans borne. Chacune de ces pulsations s'opère au prix d'un renouvellement de certains aspects de sa structure et de sa dynamique. Continuité et rupture : du quel de ces aspects faut-il s'étonner davantage ? Le capitalisme contemporain manifeste — sans doute plus clairement qu'en certaines de ses phases antérieures — les caractères fondamentaux qui le définissent en tant que tel depuis qu'il existe : propriété privée des moyens de production, concentration des revenus et fortunes, exploitation tant au plan national qu'international, dynamique du changement tournée vers la perpétuation des privilèges d'une minorité. Mais d'autres observations soulignent l'ampleur du changement : nouvelles techniques de production et institutions financières, métamorphoses des formes de propriété et des modes de gestion, recul de la classe ouvrière dans les pays capitalistes avancés et dissolution des anciennes frontières de classe dans de nouvelles couches intermédiaires, etc. Serions-nous déjà au-delà du capitalisme ?

De quels outils disposons-nous pour surmonter la coexistence paradoxale de la continuité et du changement, pour nous orienter au sein de ces évolutions ? La thèse qu'on va soutenir ici est que les outils définis par Marx au milieu du XIX^e siècle — par le Marx théoricien du capitalisme — loin d'être obsolètes, n'ont pas encore été dépassés ni révélé toutes leurs potentialités. Le but du présent exercice n'est, pourtant, pas de susciter un émerveillement rétrospectif mais de contribuer au renouvellement d'un cadre analytique.

Afin de penser le neuf à partir de l'ancien, deux règles s'imposent. Premièrement, appréhender les événements récents dans une perspective historique. Deuxièmement, faire d'une pierre deux coups : réunir dans une même démarche l'utilisation des outils et leur perfectionnement. Si les concepts et mécanismes analytiques que Marx nous a légués sont les plus aptes à nous fournir les clefs du monde contemporain, il faut aussi savoir reconnaître leurs lacunes et leurs imperfections — et la nécessité de compléments et de reformulations.

Ce programme ne fut que très partiellement mené à bien depuis la publication des derniers livres du *Capital*¹. Il y a à cela diverses raisons. Dans les pays capitalistes développés, l'analyse marxiste a toujours été et demeure, plus que jamais peut-être, dans une position dominée, privée des moyens de son progrès ; là où elle fut dominante, elle fut instrumentalisée, mise au service d'un parti — qu'il conduise le processus révolutionnaire ou détienne les rênes du pouvoir. Ensuite, faut-il le rappeler, l'art est difficile ! Une des caractéristiques de la théorie marxiste, qui en accroît la complexité, est l'appréhension très générale des processus sociaux qui lui est propre. Si la théorie économique se définit bien par ses concepts (marchandise, valeur, capital, plus-value, prix, etc.) leur mise en œuvre — dans l'analyse factuelle — nous entraîne nécessairement dans les champs traditionnellement définis comme ceux du sociologique ou du politique.

Les deux sections ci-dessous développent ces thèmes : (1) les tendances et mécanismes qui se font jour dans le capitalisme mondial depuis une ou deux décennies posent un défi analytique majeur ; (2) les concepts forgés par Marx au XIX^e siècle en fournissent les clefs — leur utilisation en requiert et commande l'approfondissement.

1. Voir la grande synthèse dressée dans HOWARD M.C., KING J.E. 1989 et 1992.

1 - Une nouvelle phase du capitalisme

S'il faut aller droit à l'essentiel et caractériser la marche actuelle du capitalisme par ses traits majeurs, on doit en retenir deux. Le premier concerne les nouvelles tendances du changement technique et de la répartition ; le second, le cours néolibéral du capitalisme, dans ses caractéristiques tant nationales (la rigueur de ses règles vis-à-vis des classes dominées et son service des classes dominantes) qu'internationales (la phase néolibérale de la mondialisation et ses désordres financiers). On va les considérer tour à tour. Dans cette analyse, on tendra à privilégier, souvent implicitement, les exemples de la France et des États-Unis.

1.1 Changement technique et rentabilité du capital

La crise structurelle des années 1970 et 1980 fit suite à une baisse de la rentabilité du capital, elle-même l'expression de la dégradation progressive des conditions du changement technique. La manifestation la plus évidente de cette dégradation fut le ralentissement graduel de la croissance de la productivité du travail. Pourtant, la quantité de produit qui peut être réalisée à partir d'une même masse de capital, dite *productivité du capital* (sans implication quant à la capacité du capital à *produire*), est encore plus révélatrice : ce taux se mit à diminuer en valeur absolue. Il fallait de plus en plus de capital pour aboutir à une même production. Dès les premières manifestations de ces tendances défavorables, et avec l'aide de la vague de chômage qui commençait à se gonfler, la dynamique des salaires fut rapidement remise en question (plus difficilement concernant les cotisations sociales entraînées par les prestations, pour des raisons institutionnelles évidentes). Malgré un coût du travail faiblement croissant, la rentabilité du capital continua sa chute jusqu'au milieu des années 1980.

Le fait important est que cette tendance s'est maintenant durablement inversée. Les profits croissent, non seulement en valeur absolue, mais relativement au capital avancé (c'est ce que mesure le taux de profit)². Les conditions sont, de ce point de vue, favorables au capital. D'une part, bien que la productivité du travail continue à n'augmenter que lentement, la productivité du capital croît désormais ; d'autre part, le coût du travail est toujours contenu. Comme ce mouvement se poursuit depuis une quinzaine d'années, il dessine les contours d'une *nouvelle phase du capitalisme*.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel processus se produit. Remontant aussi loin que les séries le permettent, on peut identifier deux phases de *baisse* du taux de profit (de la fin du XIX^e siècle jusqu'au début du XX^e, et des premières décennies de l'après-guerre jusqu'aux années 1980) et deux phases de *hausse* (au cours de la première moitié du XX^e siècle et depuis le milieu des années 1980). Chacune de ces phases dura quelques décennies. La première et la troisième, qui se ressemblent à beaucoup d'égards, débouchèrent sur des crises structurelles également similaires : la crise de la fin du XIX^e siècle et celle qui commença dans les années 1970. Les manifestations principales de ces crises furent le ralentissement de l'accumulation

2. La tendance à la hausse du taux de profit est manifeste depuis une quinzaine d'années, au moins aux États-Unis et dans les principaux pays européens. Elle n'est pas plus accentuée aux États-Unis qu'en Europe (DUMÉNIL G., LÉVY D. 2000, Ch. 3).

du capital, donc de la croissance, la hausse corrélative du chômage, et l'instabilité accrue (la multiplication des récessions). La crise de 1929 interrompit la période intermédiaire, pourtant plus favorable, et fut de nature différente.

La crise de la fin du XIX^e siècle stimula une formidable transformation du capitalisme. Dans le contexte d'une crise de la concurrence (ce fut l'époque des trusts et des cartels), émergèrent les institutions du capitalisme moderne : la grande société anonyme soutenue par la finance moderne — la forme institutionnelle de la séparation de la propriété et de la gestion. Les grandes firmes furent gérées par de vastes états-majors, fortement hiérarchisés, de cadres et employés. Cette *révolution managériale* (révolution de la gestion au sens large³) fut à l'origine des gains formidables d'efficacité dans l'utilisation du capital. Doublié de la croissance du nombre des cadres et des employés du secteur public, cette évolution produisit les nouvelles configurations sociales, caractéristiques du capitalisme du XX^e siècle. Dans un contexte de fortes luttes de classes, cette évolution déboucha sur des hausses sensibles de pouvoir d'achat des travailleurs.

Dans l'analyse de l'origine du nouveau cours du changement technique depuis une quinzaine d'années, la comparaison avec la sortie de la crise structurelle de la fin du XIX^e siècle est très utile. Les nouvelles tendances de la technique et de l'organisation, notamment ce qui est souvent désigné comme *révolution informationnelle* ou *nouvelle économie*, rappellent fortement les transformations du début du siècle. Les changements des deux dernières décennies peuvent être interprétés comme une révolution de la gestion, toujours au sens très large du terme⁴, dont l'informatique et les communications sont les techniques propres. De manière un peu schématique, on peut affirmer qu'au début du siècle la gestion métamorphosa la production et la commercialisation, et qu'aujourd'hui elle se transforme elle-même, augmentant son efficacité et diminuant ses propres coûts.

Parallèlement à ce *rétablissement de la rentabilité du capital* se dessine une reprise de la croissance. L'Europe davantage pénalisée par les politiques néolibérales (plus encore en rupture avec ses pratiques antérieures qu'aux États-Unis) tarde quelque peu sur cette voie — d'où la lenteur de la résorption du chômage. Que de vastes territoires du globe restent à l'écart est un élément majeur de ce tableau qui requerrait de plus amples développements. Le partage mondial des bénéfices de cette nouvelle phase apparaît peu équitable.

1.2 Le néolibéralisme - la mondialisation néolibérale - l'hégémonie américaine

Le néolibéralisme correspond à la réaffirmation du pouvoir de la finance, c'est-à-dire des *propriétaires capitalistes* (dans un capitalisme où propriété et gestion sont séparées). Le contraste est fort avec les années keynésiennes où l'actionnaire était devenu un partenaire des gestionnaires, presque *comme les autres* (les travailleurs et l'État). Les cadres dont l'autonomie s'était fortement accrue depuis la crise de 1929, tant dans les entreprises que dans les appareils d'État, furent ramenés par les propriétaires à leur fonction d'agent de

3. Ces changements réunissent technologie au sens strict et organisation. La chaîne de montage en fournit l'archétype, mais toute la gestion (commerciale, financière) fut métamorphosée.

4. Incluant aussi bien la gestion de la production que le commerce électronique et les nouvelles techniques gouvernant les opérations financières. Ces nouvelles techniques sont particulièrement caractéristiques des multinationales, des grands fonds, des marchés — toutes institutions qui ont désormais une dimension planétaire, *globale*.

la maximisation du taux de profit ou de la valeur boursière de la firme—une inflexion importante dans ce qu'on appelle depuis longtemps le *gouvernement d'entreprise*.

Ce retour en force de la finance fut obtenu au terme d'une action continue, de luttes délibérées, sous la houlette de la finance américaine, qui consolida d'ailleurs sa prééminence en cette occasion. Les luttes populaires furent défaites dans un contexte de reflux de la menace soviétique et communiste mondiale⁵.

Il faut véritablement pénétrer dans le labyrinthe des séries statistiques pour mesurer les conséquences de ces bouleversements en termes de revenus et de patrimoines⁶. Les revenus financiers des classes dominantes furent profondément diminués pendant les années 1970 (taux d'intérêt réels négatifs, faibles distributions de dividendes, bourses languissantes). La situation fut brutalement renversée. Alors que la crise n'avait pas encore touché à son terme, et que le pouvoir d'achat des travailleurs stagnait (ou diminuait pour certaines catégories), le néolibéralisme provoqua un enrichissement prodigieux des classes dominantes. Les inégalités antérieures furent rétablies, et même accrues.

Une caractéristique de la période néolibérale est le développement formidable des activités financières, la *financiarisation*: explosion des opérations financières, du secteur financier et des activités financières des entreprises. On en connaît l'effet sur les cours des différentes bourses qui s'envolèrent de conserve dans les pays développés depuis le début des années 1980. Cet édifice fait évidemment planer sur les économies capitalistes des risques qui évoquent le krach de 1929.

Au cours de ces événements, l'internationalisation du capital se poursuivit. Le néolibéralisme, faisant éclater le dispositif instauré à Bretton Woods à la fin de la Seconde Guerre mondiale ou détournant à son avantage les institutions internationales alors mises en place (FMI, Banque Mondiale), donna à cette internationalisation une dimension financière, dont le trait majeur est la libre circulation des capitaux (la globalisation des marchés). Cette liberté de manœuvre des capitaux sema les germes d'instabilité financière que l'on sait. Une étude plus fouillée de ces évolutions révèle le rôle moteur et la position hégémonique de la finance américaine. Qu'il s'agisse des mécanismes financiers, commerciaux, de change ou industriels, on peut parler de nouvelles formes d'impérialisme, d'une nouvelle hégémonie⁷.

Cette hégémonie de la finance n'est pas la première. L'apparition de la finance moderne au début du XX^e siècle s'était accompagnée d'un processus comparable, interrompu par la crise de 1929. L'histoire se répète donc dans une très large mesure: nouveaux cours favorable du changement technique (commandé par une révolution de la gestion au sens large), explosion des activités financières et instabilité financière. Ainsi la période actuelle combine-t-elle deux traits, qu'il ne faut pas juger contradictoires *mais complémentaires*: une reprise de la croissance et une instabilité financière dangereuse.

Si le néolibéralisme est bien l'expression du retour à l'hégémonie de la finance, donc la réaffirmation de caractères capitalistes majeurs (les droits et les profits des propriétaires),

5. Autant, par exemple, la politique de crédit au Tiers-Monde dans les années 1970, à des taux d'intérêt réels négatifs, avait été commandée par la lutte contre le communisme, autant la décision de 1979 de faire croître les taux à des niveaux insupportables pour ces pays fut permise par le recul de cette menace (TOUSSAINT E. 1998).

6. DUMÉNIL G., LÉVY D. 1999(b).

7. Voir les contributions de François Chesnais, Odile Castel et Bernard Gerbier à DUMÉNIL G., LÉVY D. 1999(e), ainsi que celles de Gilbert Achcar, Noam Chomsky, Larry Portis, Giovanni Arrighi, Peter Gowan, Frédéric Jameson, James Cohen et Jacques Bidet à ACTUEL MARX 2000. Voir également AMIN S. 1996 et CHESNAIS F. 1997.

ces transformations n'en sont pas moins chargées d'ambiguïtés. La révolution de la gestion, en stimulant de nouveau le développement des cadres et employés, brouille encore les frontières du clivage *capitalistes-prolétaires*. Les nouvelles formes de propriété du début du ^{xx}e siècle avaient créé une distance entre l'actionnaire et l'entreprise, distordant la notion de propriété des moyens de production. Le capitalisme contemporain, que certains qualifient d'*institutionnel*, voit se concentrer le capital dans de gigantesques fonds (de retraites et de placement) gérés par des spécialistes. La position de propriétaire capitaliste survit, réaffirme sa prééminence, mais à travers des métamorphoses institutionnelles qui en accroissent les multiples délégations, et donc la dissolvent d'une certaine manière.

2 - Les outils

La pertinence des outils de la théorie marxiste, vis-à-vis de l'explication de ces observations, peut être démontrée à de multiples points de vue. Il va sans dire qu'on ne saurait prétendre ici à l'exhaustivité, et l'exercice se heurte à bien d'autres difficultés. La principale a trait aux relations réciproques qu'entretiennent les différentes analyses. La signification d'une théorie comme celle de la valeur, par exemple, ne peut être saisie qu'au terme de longs détours à travers d'autres champs théoriques. Dix thèmes ont été retenus : (1) la théorie de la valeur ; (2) la concurrence et la concentration ; (3) les tendances historiques et notamment la baisse tendancielle du taux de profit ; (4) les crises structurelles et les phases du capitalisme ; (5) le cycle conjoncturel (la succession des surchauffes et récessions) ; (6) la loi de l'accumulation capitaliste et le chômage ; (7) l'anarchie capitaliste ; (8) la finance et ses rapports au secteur réel ; (9) les classes et luttes ; (10) la mutation des rapports de production et le dépassement éventuel de la valeur explicative des concepts traditionnels. Tous ces thèmes entretiennent des relations à l'analyse des tendances et transformations du capitalisme contemporain qu'on a évoquées en première partie — relations plus ou moins fortes, directes ou indirectes, ce qui justifie les traitements inégaux qu'on va en donner.

On s'en tiendra ici à la mise en évidence de la valeur explicative des concepts marxistes vis-à-vis du monde contemporain, en limitant à un minimum les propos relatifs à la critique des autres théories, notamment l'économie néoclassique dominante. On laissera, par ailleurs, de côté l'analyse du socialisme.

2.1 La théorie de la valeur

Si la théorie de la valeur travail de Marx est directement issue de la pensée dominante de son temps, celle de ses prédécesseurs classiques (Smith et Ricardo), elle apparaît de nos jours comme extrêmement singulière. Au terme d'une controverse historique interminable, celle de la *transformation des valeurs en prix de production*⁸, beaucoup de marxistes l'ont rejetée, souvent gênés par la notion étroite de travail productif qui lui est associée (qui s'oppose à une vision plus large de l'exploitation dans le capitalisme contemporain). L'écueil est donc double : intellectuel et politique.

8. DUMÉNIL G. 1980 ; FOLEY D. 1982 ; LIPIETZ A. 1982 ; DOSTALER G. 1985 ; EHRBAR H., GLICK M. 1986 ; FREEMAN A. 1996 ; voir également le tableau de la controverse dressé dans JORLAND G. 1995.

C'est, en effet, un point très particulier de la théorie marxiste : une théorie de la valeur, distincte de celle des prix, qui introduit à une théorie de l'exploitation (l'extorsion de la plus-value) du travailleur productif. Marx distingue très strictement deux types de travaux, le travail productif, créateur de valeur d'où est extrait la plus-value, et des travaux d'une autre nature — également justifiés par la mise en œuvre du capital (valeur prise dans un mouvement d'auto-accroissement) — dits *improductifs*. Il consacre d'importants développements à ces travaux improductifs, tels les frais de circulation du capital (par exemple, le salaire d'un employé de commerce) mais on ne saurait nier qu'il les maintient dans une position périphérique, plus loin du cœur de son système que le travail productif. Ces travaux improductifs ont pour fonction la *maximisation du taux de profit*. Schématiquement, il s'agit de concevoir, d'organiser et de surveiller le procès de travail (productif), et de faire tourner le capital (acheter, vendre, minimiser les stocks, gérer la trésorerie)⁹. Ces tâches improductives, qui peuvent être celles du *capitaliste actif* ou être déléguées à des salariés, correspondent à ce qu'on appelle maintenant *gestion* : gestion au sens large, à la Marx.

Cette distinction entre travaux de production et de gestion est-elle pertinente par rapport à l'analyse du capitalisme actuel ? Énormément, à condition de reconnaître le développement quantitatif et la transformation qualitative des tâches de gestion (leurs formes constamment renouvelées, leurs effets...). Si Marx put, au milieu du XIX^e siècle, les maintenir dans une position subalterne, cette attitude n'est plus possible à la fin du XX^e siècle. Mais il ne s'agit pas de tout fondre et confondre, ou d'abandonner trop hâtivement un corpus théorique. Sans aucun doute, la théorie de l'exploitation capitaliste renvoie à l'appropriation du surtravail du travailleur productif (exploitation désormais planétaire). Mais, de nouvelles catégories sociales sont apparues, et il nous appartient de pousser en avant les éléments déjà très substantiels que Marx nous fournit concernant leur analyse.

Est-ce important ? Ce qui est en jeu n'est rien de moins que la compréhension des nouvelles formes d'exploitation, de la mutation des rapports de production, des tendances et contretendances, de la formation des revenus dans le capitalisme actuel, notamment des revenus de la finance, etc. Nous y reviendrons.

2.2 La concurrence et la concentration

Marx emprunta également aux classiques une analyse des processus concurrentiels, dite *théorie de la formation des prix de production dans la concurrence*. Il faut relier cette analyse aux thèses de Marx concernant la concentration et la centralisation du capital. Mieux que personne, sans doute, Marx avait perçu la tendance du capitalisme à la concentration, et le rapport avec le capitalisme contemporain et la mondialisation du capital est évident. Tout en faisant sa place à ces tendances, Marx n'a cependant jamais remis en question son analyse, très classique, des processus concurrentiels¹⁰. Des entreprises hétérogènes par leur taille et leurs performances, se confrontent sur des marchés, entrant en concurrence dès lors que leurs produits, biens ou services, peuvent prétendre à des usages

9. On peut y distinguer des tâches de maximisation du taux de profit dans un état donné des techniques et de l'organisation, et des tâches innovatrices visant à l'obtention de produits nouveaux et d'une efficacité accrue (dont le critère est toujours la rentabilité), pour lesquelles l'acquisition des connaissances est primordiale.

10. MARX K. 1965, ch. 10. Concernant la reformulation contemporaine de ces mécanismes, consulter le numéro spécial *Political Economy, Studies in the Surplus Approach*, VI, 1990, ainsi que BIDARD C. 1984.

substitutifs (définissant des branches). Les capitalistes investissent dans des mesures diverses leurs capitaux dans ces entreprises, et donc dans ces branches, comparant les taux de profit obtenus (on parle de *mobilité interbranche du capital*). Cette recherche de la rentabilité maximale crée une tendance à l'égalisation des taux de profit entre branches, tout en préservant les écarts entre entreprises, et ajuste les proportions de l'offre à celles de la demande solvable. La lutte concurrentielle stimule le processus de concentration et l'élimination des moins performants.

La prétendue perte de la valeur explicative de cette théorie fascina les marxistes, depuis la crise de la concurrence de la fin du XIX^e siècle, débouchant sur la thèse d'un capitalisme de monopoles. Il en existe de nombreuses variantes, depuis Hilferding et Lénine. Quel rapport avec le capitalisme contemporain ? Il est, à notre avis, essentiel de comprendre que cette tendance à l'égalisation des taux de profit est toujours à l'œuvre en dépit de l'augmentation de la taille des entreprises¹¹. Les institutions et mécanismes financiers croissent également en taille et en efficacité, facilitant la mobilité interbranche du capital ; les opportunités de profit sont exploitées à vive allure. Il faut donc chercher ailleurs l'explication des mouvements du capitalisme de la fin du XX^e siècle, et regarder avec circonspection les thèses qui se focalisent tant sur l'atténuation de la concurrence que sur son exacerbation. Les tendances monopolistiques n'ont pas transformé la tendance à la baisse du taux de profit en une tendance à la hausse du taux de la plus-value¹² ; l'excès de concurrence n'explique pas la baisse du taux de profit¹³.

2.3 La baisse du taux de profit, les autres tendances et les contretendances

Aucun théoricien de l'économie n'a placé la rentabilité du capital (le taux de profit) au centre de son interprétation de la dynamique du capitalisme, comme le fit Marx : ni la théorie néoclassique, ni la théorie keynésienne. Lorsque cette variable est prise en compte, notamment dans les travaux empiriques, la place qui lui est faite est accessoire. Il s'agit pourtant d'un point clef de la compréhension des mouvements longs du capitalisme et de ses crises structurelles, notamment du renversement des tendances entre les années 1970 et 1980. Deux types de questions sont en jeu : les *tendances et contretendances*, traitées dans cette section, et les *conséquences* du mouvement du taux de profit, discutées à la section suivante.

Marx nous a laissé au livre III du *Capital* une analyse particulièrement sophistiquée de ce qu'il appelle les *tendances historiques* du capitalisme (tendances de la technique, de la distribution, de l'accumulation, de la production et de l'emploi). Il fut, à notre connaissance, le seul à concevoir des trajectoires *de croissance* de la production et de l'emploi, associées à la hausse du rapport capital-travail ou capital-produit (expression d'une forte *mécanisation*), où la diminution des performances du progrès technique se traduit par une baisse du taux de profit. Pour cette raison, nous désignons de telles trajectoires comme des *trajectoires à la Marx*. La propension du capitalisme à se placer sur de telles trajectoires est un fait largement établi. En particulier, la phase de baisse du taux de profit de la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale a fait l'objet de nombreux travaux¹⁴. Marx

11. DUMÉNIL G., LÉVY D. 1999(c).

12. BARAN P., SWEEZY P. 1966.

13. Contrairement à la thèse soutenue dans BRENNER R. 1998.

14. Notamment MOSELEY F. 1992 et 1997 ; SHAIKH A. 1992 ; WOLFF E. 1992 ; BRENNER R. 1998 ; HUSSON M. 1999. Nous y avons consacré récemment DUMÉNIL G., LÉVY D. 1996 et 1999(d).

ne mena pas à son terme cette analyse, très complexe, et manquait d'ailleurs d'éléments empiriques pour y parvenir¹⁵.

Nous relient la tendance du capitalisme à se placer sur de telles trajectoires, à certaines faiblesses du processus d'innovation. Cette difficulté témoigne, sans doute, du caractère privé de la recherche et de l'innovation (des activités coûteuses) et des limites de l'appropriation privée des résultats. La coopération interentreprise et surtout l'implication de l'État dans des programmes de recherche et dans la formation scientifique remédient en partie, mais en partie seulement, à ces limitations. Beaucoup reste cependant à faire pour mieux appréhender ces mécanismes.

Marx consacra d'importants développements aux contretendances à la baisse du taux de profit. Elles sont de plusieurs natures. Certaines, comme le développement des sociétés par actions, rendent compte de la capacité du système capitaliste à se perpétuer malgré un taux de profit moindre ; il s'agit plus de processus d'adaptation que de *contretendances* à proprement parler. D'autres, comme la hausse du taux de la plus-value ou la baisse du prix relatif du capital, correspondent à des atténuations pures et simples des tendances, ou à leur renversement. L'entrée dans de nouveaux types de trajectoires, au cours de la première moitié du XX^e siècle tient de ces deux groupes d'évolutions. Le développement des sociétés par actions (*corporate revolution*) appartient au premier ; la révolution de la gestion (*managerial revolution*), au second.

L'analyse de la tendance et celle de la contretendance relèvent du même corpus théorique : l'affirmation et la négation du caractère à *la Marx* du changement technique. Notre interprétation de l'alternance de ces deux types de phases renvoie, de manière peut-être surprenante à première vue, à la théorie de la valeur et aux distinctions des deux types de travaux (section 2.1). Nous pensons que le développement des tâches de maximisation du taux de profit¹⁶ (travail improductif) se signale historiquement *comme la principale contretendance à la baisse du taux de profit*, avec les caractères qu'on a indiqués pour chacune des deux phases de rétablissement : révolution par la gestion et révolution dans la gestion.

On comprend donc ici l'importance de l'articulation des deux théories élémentaires : celle de la valeur et celle des tendances — et c'est un des points cruciaux où se fait sentir la nécessité de prolongements. Deux types de travaux coexistent, travaux producteurs de plus-value et travaux de maximisation du taux de profit ; la révolution managériale fut l'expression du développement relatif prodigieux du second type de travaux au cours de la première moitié du XX^e siècle, mais elle vint à son terme, tant en extension qu'en efficacité ; la nouvelle phase de baisse du taux de profit qui en résulta introduisit avec retard à un nouveau prolongement de cette révolution à d'autres domaines jusqu'alors moins concernés (comme la gestion financière, par exemple dans les fonds) et à de nouveaux gains d'efficacité (grâce aux techniques de l'information et de la communication, et au renouvellement des formes d'organisation allant à l'encontre du penchant de la gestion au bureaucratisme).

15. Une importante controverse fut suscitée par la description que Marx donna de l'introduction de nouvelles techniques permettant l'obtention d'un surprofit, et des conséquences sur le taux de profit moyen, de la généralisation de ces techniques à l'ensemble des producteurs (OKISHIO N. 1961).

16. Ce qui équivaut à la minimisation des frais de production et de circulation du capital, ainsi qu'à celle des sommes incorporées dans les diverses composantes du capital. À l'inverse, Fred Moseley voit dans la croissance de ces frais le facteur principal de la baisse du taux de profit (1992).

2.4 Crises structurelles, genèse des contretendances et phases du capitalisme

L'autre face de la théorie marxiste des tendances concerne les effets des baisses effectives du taux de profit. Marx est trop bref, mais catégorique sur ce point. Ces baisses ralentissent l'accumulation du capital et provoquent la multiplication des crises, ainsi que des troubles financiers (hypertrophie des activités financières, spéculation...):

Par ailleurs, si le taux de mise en valeur du capital total, le taux de profit, est bien l'aiguillon de la production capitaliste (de même que la mise en valeur du capital est son unique fin), sa baisse ralentira la constitution de nouveaux capitaux autonomes et elle semble dès lors menacer le développement du procès de production capitaliste, elle favorise la surproduction, la spéculation, les crises, la constitution de capital excédentaire à côté d'une population en excédent¹⁷.

Nous appelons *crise structurelle* un tel ensemble de troubles. Les deux phases de baisse effective du taux de profit décrites à la section 1 débouchèrent effectivement sur de telles périodes.

Coexistant, en fait, au Livre III du *Capital* deux idées dont la mise en relation n'est pas tout à fait explicite: *Un*, les périodes de baisse effective du taux de profit introduisent à des crises structurelles; *deux*, la baisse du taux de profit est contrecarrée par des évolutions contretendancielles. Ce n'est guère dépasser l'analyse de Marx que d'affirmer que les crises structurelles jouent un rôle crucial dans l'apparition des contretendances — du moins de certaines ou des temps forts de leur affirmation. On rejoint là le grand thème marxiste de la violence accoucheuse de l'histoire. Marx se réfère parfois au puissant développement des forces productives dans le capitalisme, comme sa "vocation historique", insistant sur le caractère convulsif des changements (obtenus au prix de crises répétées et profondes).

L'observation de plus d'un siècle de capitalisme, pour lequel certaines mesures sont possibles, et les travaux d'histoire économique nombreux suggèrent de donner du corps à ces intuitions. Ce cadre analytique est au centre de notre interprétation de l'histoire du capitalisme. On rejoint ainsi des problématiques privilégiant la notion d'ondes longues¹⁸. Trop souvent, ces interprétations prennent un tour mécaniste. Certes, l'instabilité est inscrite de manière récurrente dans l'histoire du capitalisme, mais ces phases de perturbations fortes et les changements qu'elles sont aptes à stimuler peuvent être de natures très diverses — ce qui interdit d'y voir l'expression d'une cyclicité inhérente aux rapports capitalistes. Dans ses causes et ses conséquences, la crise de 1929 est, notamment, profondément différente de celles de la fin du XIX^e ou du XX^e siècle.

Ces précautions méthodologiques étant prises, le cadre analytique des tendances, des crises structurelles, des contretendances, et des phases, nous semble pleinement adéquat pour rendre compte de la dynamique historique du capitalisme et de sa périodisation¹⁹. La phase où nous entrons depuis une quinzaine d'années en est une nouvelle expression.

17. MARX K. 1965, Ch. 15, p. 254-255.

18. Dans un cadre marxiste et en relation à la baisse du taux de profit, comme chez Ernest Mandel (1999). Voir également KLEINKNECHT A., MANDEL E., WALLERSTEIN I. 1992.

19. Dans la périodisation du capitalisme on peut privilégier divers critères: tendances, crises structurelles, changements institutionnels, rapports de production... Il s'agit en fait de les combiner d'une certaine manière (DUMÉNIL G., LÉVY D. 1999(a)). La théorie de la Régulation opère une combinaison différente (AGLIETTA M. 1976; LIPIETZ A. 1979; BOYER R. 1986).

2.5 Crises et cycle conjoncturel

La relation entre baisse du taux de profit et crise introduit donc à la notion de périodes troublées, relativement longues, que nous avons appelées *crises structurelles*. Il faut distinguer ces crises des récessions du *cycle conjoncturel*, dont Marx traite également, par ailleurs, indépendamment de la baisse du taux de profit qui n'est que le facteur de leur multiplication au cours des crises structurelles.

Depuis le début du XIX^e siècle, l'activité dans les pays capitalistes est soumise à des perturbations récurrentes, faites d'emballements, les *surchauffes*, et de contractions, les *récessions*. On parlait de *cycle industriel*; on dit désormais *cycle conjoncturel*. Ces mouvements sont davantage récurrents qu'à proprement parler, cycliques. Sans doute, leur amplitude s'est-elle atténuée depuis le XIX^e siècle, mais l'instabilité du niveau général d'activité est toujours un fait majeur dans le capitalisme de ces dernières décennies. Leur explication est encore controversée.

On a reproché, à juste titre, à Marx de ne jamais en avoir donné une interprétation articulée et cohérente. Les riches développements qu'il a laissés à ce propos suggèrent les observations suivantes :

1. Il peut exister des crises *partielles*²⁰, mais ce qui préoccupe Marx est la crise *générale*, celle qui affecte l'ensemble des branches (la chute simultanée de la production dans ces branches). Son point de vue, comme celui de Keynes, est macroéconomique.
2. Il n'a pas de théorie unique de l'instabilisation du niveau général d'activité. Des mécanismes réels (la hausse des salaires lors des pics de l'activité) et monétaires (la hausse des taux d'intérêt ou toute fragilité financière) sont en cause. Alors que Keynes s'attachait à décrire des *équilibres* de sous-emploi, Marx est beaucoup plus proche d'une analyse moderne en termes de *stabilité et d'instabilité* d'un équilibre.
3. On l'a dit en traitant des crises structurelles, la fréquence et la sévérité de ces crises sont renforcées par des évolutions plus profondes ayant trait aux grandes tendances du capitalisme (la baisse du taux de profit).

Malgré l'imprécision de ces observations, il faut souligner qu'aucune théorie moderne ne rend meilleur compte des fluctuations de l'activité jusqu'aux dernières décennies.

Il est intéressant de constater que Marx combine : (1) une théorie de l'efficacité des mécanismes de la mobilité du capital et de la tendance à l'égalisation des taux de profits entre les différentes branches, et la fourniture au marché de ce qui est demandé, et (2) une théorie—des bribes de celle-ci—de l'instabilité du niveau général d'activité. C'est un point fort de l'analyse de Marx sur lequel se fonde sa pertinence factuelle et sa modernité. Reste aux économistes qui se réclament de Marx à poursuivre la tâche. Dans les modèles que nous avons construits²¹, assez conformes aux indications laissées par Marx, nous montrons que la stabilité du capitalisme *en proportions* (concernant l'allocation du capital, la formation des prix relatifs et la détermination des quantités relatives produites) contraste fortement avec son instabilité en *dimension*, sa propension à des fluctuations récurrentes du niveau général d'activité—et que cette double propriété résulte des mêmes caractéristiques des comportements des entreprises et des mécanismes de la création monétaire (qu'il s'agisse

20. Selon la terminologie de MARX K. 1975.

21. DUMÉNIL G., LÉVY D. 1996

d'un contrôle par les grandes banques privées, comme aux États-Unis au XIX^e siècle, ou d'un contrôle public et centralisé, comme dans les politiques monétaires modernes).

La théorie des disproportions fut celle de Ricardo, et celle de nombreux marxistes qui, prétextant de certaines phrases de Marx concernant des crises *partielles* (voir ci-dessus), ont voulu voir dans les schémas de reproduction, la théorie des crises capitalistes²². On peut être très affirmatif en ces matières : les grandes récessions des années 1970, 1980 ou 1990 n'ont pas pour origine les disproportions de l'activité, l'incapacité à orienter la production dans les directions requises. De même, la fameuse formule de Marx faisant de la "pauvreté et de la limitation de la consommation des masses" la "cause [le fondement] ultime [*der letzte Grund*] des crises", a conduit de nombreux marxistes vers une interprétation très répandue des crises du capitalisme — qu'elles soient structurelles ou du cycle conjoncturel — en termes de sous-consommation ou, plus généralement, d'insuffisance de débouchés²³. Ni la crise de 1929, ni la crise des années 1970 ne furent causées par l'insuffisance des salaires, ou, de manière plus ou moins équivalente, par l'excès des profits. Les profits étaient faibles dans les années 1920 ; la crise des années 1970 et 1980 résulta d'une baisse du taux de profit, programmée dans un mouvement long de décroissance des performances du progrès technique.

2.6 La loi de l'accumulation capitaliste, la suraccumulation du capital et le chômage

Bien avant Keynes, Marx avait développé une analyse du chômage qui en place la responsabilité sur les variations du niveau général d'activité — et non sur le blocage d'un quelconque ajustement des prix (du salaire). Keynes exprima son analyse en termes de niveau de la demande effective, alors que Marx mit l'accent sur les *vicissitudes de l'accumulation du capital*, mais l'idée est la même.

Au centre du dispositif analytique de Marx se trouve ce qu'il appelle la *loi générale de l'accumulation capitaliste*²⁴. L'étude de la *suraccumulation* du capital, introduite au cours du traitement des tendances historiques, la complète²⁵. On peut la résumer de la manière suivante. L'accumulation du capital pousse l'emploi en avant, jusqu'à se heurter à certaines limites de la population disponible à court terme pour travailler et, ainsi, créer des stimulations récurrentes du salaire ; divers types de mécanismes permettent de surmonter ces tensions, le recours à des techniques plus capitalistiques (la hausse de la composition du capital) et les effets des récessions, qui dévalorisent une fraction du capital et recréent un volant de chômeurs. Cette théorie est celle de l'armée industrielle de réserve, avec ses différentes fractions, selon le degré de leur exclusion de l'emploi (temporaire ou quasi définitive), ses gonflements et ses moments de résorption. Elle montre que le chômage n'est pas un accident du capitalisme, ou le résultat de comportements inappropriés, mais une pièce maîtresse du dispositif de sa perpétuation, car il contribue au contrôle du salaire.

22. Les schémas de reproduction mettent en évidence un certain nombre de relations entre grands agrégats, comme la production, la consommation et l'investissement, qui sont au cœur des comptabilités nationales. Ils ne rendent pas compte des mécanismes ajustant les proportions interbranches de l'offre et de la demande (c'est l'objet du chapitre 10 du Livre III du *Capital*).

23. Marx réfute lui-même cette thèse : "c'est pure tautologie que de dire : les crises proviennent de ce que la consommation solvable ou les consommateurs capables de payer font défaut. [...]" (MARX K. 1960, p. 63).

24. MARX K. 1967, ch. 25.

25. MARX K. 1965, ch. 15.

Ce cadre est toujours parfaitement adéquat à l'analyse de la composante conjoncturelle du chômage (celle qui répond aux fluctuations du cycle conjoncturel) dans le capitalisme contemporain, et n'a pas été dépassé. Manque pourtant un traitement explicite de l'autre composante du chômage, dite structurelle. La vague de chômage qui s'est gonflée dans les pays du centre fit suite à un ralentissement de l'accumulation, lui-même causé par la diminution du taux de profit. La croissance du chômage structurel fut un facteur essentiel de la reprise en main du coût salarial, selon le même mécanisme que le chômage conjoncturel, mais à une plus grande échelle.

2.7 L'anarchie capitaliste - l'ex-postisme

Dans l'histoire du marxisme et du mouvement socialiste, l'idée du nécessaire dépassement du capitalisme s'est toujours fondée sur la critique de l'anarchie propre à ce système. Cette démarche était déjà au cœur du *Manifeste* : le capitalisme suscite un développement sans précédent des forces productives, mais il s'avère incapable de contrôler les puissances qu'il a déchaînées — d'où la multiplication et l'intensification des crises. On en place souvent la responsabilité sur le *marché*, que seule une planification (une organisation délibérée à l'échelle de la société) permettrait de surmonter²⁶.

Ce type d'analyse a évidemment beaucoup régressé à la suite de l'échec des pays se réclamant du socialisme. Pourtant, la perpétuation du chômage et les crises financières internationales de ces dernières années font périodiquement resurgir ce discours, comme un propos d'actualité. On touche là un élément clef de l'analyse du néolibéralisme.

Si la caractérisation du capitalisme comme *économie de marché* est souvent symptomatique de conceptions étroites ou franchement erronées, ce débat renvoie cependant à des caractéristiques fondamentales du capitalisme. La décentralisation qui lui est propre, le caractère privé des décisions, définissent une de ses propriétés majeures : dans une large mesure, les problèmes s'y règlent *a posteriori* — et ces ajustements peuvent être violents. Nous parlons à ce propos d'*ex-postisme*. Pourtant, il faut immédiatement corriger cette constatation, quelle que soit sa pertinence, en ajoutant que le capitalisme évolue historiquement, suscitant de nouveaux processus de coordination collectifs *ex ante* (compte tenu de possibles échecs et régressions)²⁷.

Les relations entre les décisions *ex ante* et *ex post* sont complexes. L'organisation *ex ante* nécessite un haut niveau de socialisation des forces productives que le capitalisme acquiert d'abord dans l'entreprise, puis au niveau de l'ensemble de la société. Détruire les ajustements *ex-post*, dans une économie post-capitaliste plus ou moins centralisée ou décentralisée, serait dans tous les cas une erreur. Le problème est de limiter l'ampleur des dysfonctionnements et leurs conséquences, mais tout désajustement doit donner lieu à correction, même dans la société la plus sophistiquée. Trop s'opère, dans le capitalisme, à travers de longues crises structurelles, et les coûts en sont largement supportés par les classes et les pays dominés. C'est la violence et les inégalités de traitement des classes, propres au capitalisme, qui sont en cause et non la nécessité de corrections *a posteriori*.

26. C'est une telle analyse *marchande* de l'anarchie capitaliste qu'Engels met en avant, opposant l'organisation au sein de chaque fabrique et l'anarchie du marché (1955, ch. 3).

27. Cette relation entre contractualité interindividuelle et centrale, et entre organisation et marché — co-implications aux multiples facettes — est au cœur de l'ouvrage de Jacques Bidet (1999).

On l'a dit, ne se référer qu'au marché en ces matières est une conception très restrictive, celle d'un marxisme confiné à la première section du Livre I. D'autres processus doivent être pris en considération :

1. Les mécanismes décentralisés par lesquels le capitalisme règle l'allocation du capital (les proportions interbranches de l'investissement) et la mise à disponibilité des biens sur le marché (la production) procèdent largement par réaction au déséquilibre, c'est-à-dire *ex post*. Si trop de biens sont produits, on diminue la production. De ce point de vue le capitalisme est efficient, et *ex-postisme* n'est pas synonyme d'anarchie.
2. Le contrôle du niveau général d'activité s'opère également *ex post*. C'est la fonction des politiques macroéconomiques que d'assurer un niveau suffisant mais non excessif de la demande²⁸. Les risques d'instabilisation sont considérables et manifestes dans la succession des surchauffes et récessions. Ce que Marx appelait des *crises* n'était rien d'autres que des récessions mal contrôlées. L'histoire de la fin du XIX^e siècle et celle du XX^e témoignent des progrès accomplis en cette matière, notamment à la suite de la révolution keynésienne. Malgré ces progrès, on peut encore parler de désordre, car la stabilité du niveau général d'activité n'est pas maîtrisée²⁹. Le néolibéralisme a simultanément renforcé les procédures sociales de stabilisation, tout en les mettant au service des classes dominantes (la stabilité des prix plutôt que le plein-emploi), et renoué avec l'anarchie planétaire portée à de nouveaux degrés.
3. Les grandes tendances historiques et les rythmes de l'accumulation sont les éléments principaux de cette anarchie capitaliste dans le monde contemporain. Le capitalisme manifeste une difficulté intrinsèque à maintenir les performances du changement technique. A cela s'ajoutent les réticences liées à la préservation des privilèges notamment ceux des propriétaires (les réticences à la transformation des rapports de propriété et plus généralement de production). Ainsi les grandes mutations s'opèrent-elles *ex post*, dans la foulée des crises structurelles. C'est cette dynamique, très tourmentée, qui nous apparaît dans les phases successives de baisse et de remontée du taux profit, dont le cours récent du capitalisme est une nouvelle expression. L'accumulation est le jouet de ces mouvements ; elle est de plus gouvernée par des circuits financiers complexes et des comportements (ceux des détenteurs de capitaux et ceux des entreprises jouant la maximisation des valeurs boursières des firmes).

L'écologie fournit un champ majeur où cette dynamique propre du capitalisme a, et pourrait avoir davantage encore, des conséquences dramatiques, et où s'impose la nécessité de prévoir. Son analyse dépasse le champ de cette étude³⁰.

28. Par la politique *monétaire*, la banque centrale contrôle plus ou moins efficacement les masses de monnaie et de crédit, donc la demande, dans l'économie (demandes des ménages, des entreprises et de l'État). Lorsque l'offre de crédit ne trouve plus d'emprunteurs malgré la chute des taux d'intérêt, l'État doit emprunter et dépenser. C'est la fonction de la politique budgétaire au cours des phases de chute forte de l'activité.

29. En fait les progrès de la gestion privée et des mécanismes financiers sont porteurs de nouveaux ferments d'instabilité, et les politiques doivent devenir historiquement plus efficaces — ce qui implique d'importantes transformations institutionnelles. Nous appelons *instabilité tendancielle* cette constante pression des agents privés nonfinanciers et financiers sur la stabilité macroéconomique (DUMÉNIL G., LÉVY D. 1996, ch. 12).

30. Cette section ne prétend pas dresser un tableau général des méfaits du capitalisme, qui sont beaucoup plus vastes.

2.8 Les rapports entre la finance et le secteur réel

L'analyse que Marx donna de la monnaie — de la monnaie marchandise au signe de valeur, de la mesure des valeurs à la monnaie proprement dite, réserve de pouvoir d'achat — est très remarquable³¹. Elle permet de bien concevoir les mécanismes propres au capitalisme contemporain, mais ne fournit pas d'indication spécifique précisément identifiable. Se fait cruellement sentir, par ailleurs, une analyse de la création monétaire au sens moderne du terme.

La relation entre les secteurs financiers et nonfinanciers se trouve nécessairement au centre de l'analyse du néolibéralisme. La théorie marxiste de la valeur et celle du capital ont des implications rigoureuses en ces matières. La conception du travail productif et de la plus-value conduisent à caractériser les activités financières comme improductives. Comme dans le commerce, le profit réalisé dans une société financière, telle une banque, est vu comme la réalisation d'une fraction de la plus-value totale appropriée ailleurs. Marx ironise sur la capacité de l'argent à porter des fruits, comme “le poirier porte des poires”. Les marxistes sont donc particulièrement bien garantis contre la tentation d'associer trop directement *activités financières* et *création de richesses*. Ce constat ne signifie pas que les activités financières sont inutiles (elles possèdent une utilité, évidemment relative aux rapports de production capitalistes et non de portée générale). On ne saurait ici entrer dans les détails des longs développements que Marx consacre au Livre III du *Capital* à la finance :

1. Une partie de ces analyses renvoie aux mutations formelles du capital à travers ses trois formes : capital-argent, capital-marchandise et capital productif. Le capital bancaire apparaît, comme le capital marchand, spécialisé dans certaines des opérations que requiert le cycle du capital. Il s'agit du *capital du commerce de l'argent*. Son utilité est de contribuer au cycle général du capital, donc, finalement, à la production sociale (capitaliste).

2. La finance est également à l'origine de la mise à disposition du capital au secteur non-financier, l'avance proprement dite, séparée de l'activité — autre contribution au fonctionnement général du système, également relative aux rapports de production. Ce capital est le *capital de prêt*, qui, outre les crédits proprement dits, inclut aussi les actions. Le capital ainsi investi dans des crédits et des actions est la contrepartie, une seconde expression, du capital placé dans les entreprises dans ses trois formes. L'idée de capital fictif résulte de ce dédoublement (le capital ne doit pas être compté dans le patrimoine réel et monétaire des entreprises et dans le titre en matérialisant la propriété par une autre entreprise³²) ou, *a fortiori*, de l'existence d'un titre ne représentant aucun patrimoine d'entreprise, comme un bon du trésor.

Marx décrit également la prolifération de mécanismes et d'institutions monétaires et financiers, stigmatisant leur caractère parasitaire et spéculatif, et où il voit une menace pour la stabilité du système.

De ces constructions relatives à la monnaie et à la finance, n'émerge aucune révélation susceptible de nous rendre miraculeusement intelligibles les configurations néolibérales, mais ce cadre reste très approprié, le plus approprié dans sa globalité, et interdit bien des dérives. La nécessité de compléments se fait sentir.

31. De BRUNHOFF S. 1973.

32. En termes comptables, il faut consolider les bilans des entreprises.

La théorie du taux d'intérêt fournit un excellent exemple de la pertinence et de la modernité de l'analyse de Marx, particulièrement bienvenues dans l'analyse du néolibéralisme. On peut en souligner les aspects suivants :

1. Marx distingue rigoureusement le taux d'intérêt du taux de profit. Aucun mécanisme ne les égalise. L'écart entre taux de profit et taux d'intérêt est symptomatique d'un rapport de production : l'entreprise et le capitaliste prêteur sont deux agents bien distincts (reliés au sein de certaines configurations).
2. Corrélativement, Marx affirme qu'il n'y a pas de "loi" qui détermine le taux d'intérêt. Alors que la théorie néoclassique fait du taux d'intérêt un prix comme un autre, et la théorie keynésienne le lie à la demande de liquidité, Marx y voit l'expression d'un rapport social, rapport de force peut-on dire, bien que les conditions de la liquidité (au fil du cycle conjoncturel) marquent ses fluctuations. Ces analyses, qu'on peut juger vagues, font parfaitement écho au mouvement du taux d'intérêt dans le capitalisme actuel. La hausse subite des taux d'intérêt réels en 1979, choix délibéré des autorités politiques et monétaires, introduisant au néolibéralisme, en est une expression très convaincante³³.

2.9 Les luttes de classe

Toutes l'analyse de Marx est pénétrée de la prégnance des luttes de classes. *Le Capital* est traversé par la confrontation capitalistes-prolétaires, dont l'ouvrage fournit les clefs. Combinant les écrits économiques et politiques de Marx, on voit s'élargir le cadre d'analyse : capitalistes et propriétaires fonciers, industriels et financiers, petits producteurs, ainsi que gestionnaires salariés. Loin d'être cet agent *autonome* qu'on a souvent décrit, l'État est directement relié à l'exercice du pouvoir des classes dominantes et ses compromis.

Il n'y a pas de véritable lecture de l'histoire qui puisse faire abstraction de ces pouvoirs et luttes. Chacune des métamorphoses du système, qu'il s'agisse de l'émergence des institutions du capitalisme moderne au début du siècle, du managérialisme privé et public de la première moitié du XX^e siècle et du développement concomitant de la protection sociale, ou des nouvelles configurations propres au néolibéralisme, s'est produite dans des luttes, compte tenu de la force ou des faiblesses du mouvement ouvrier, de la combativité des propriétaires (de la finance), etc. Les politiques en sont directement l'expression, du keynésianisme au néolibéralisme notamment.

Le rôle conféré aux tendances de la technique et de la répartition et aux crises structurelles dans la périodisation du capitalisme qu'on a proposée ne doit pas donner l'impression d'un *économisme*. Nous ne sommes pas pris dans un dilemme infernal entre deux perspectives, l'une privilégiant les tendances, l'autre, les luttes. Les transformations du capitalisme au début du siècle furent commandées par des luttes, où la force du mouvement ouvrier joua un rôle considérable, venant s'articuler aux contradictions internes des classes dirigeantes (par exemple, la relation entre les financiers et les responsables des nouvelles sociétés managériales, d'une part, et les anciens capitalistes, d'autre part). De même, la réaffirmation du pouvoir des propriétaires dans le néolibéralisme fut l'issue d'un long affrontement, une étape d'un combat permanent tendant à maintenir les prérogatives d'une minorité. Seule la combinaison de ces divers éléments rend intelligible ces grands mouvements historiques. Le marxisme est le cadre le plus apte à une telle démarche — ou devrait l'être.

33. Elle réfute les discours apologétiques, par exemple, ceux qui font de la hausse des taux d'intérêt la conséquence des déficits budgétaires, alors qu'on peut montrer l'inverse (DUMÉNIL G., LÉVY D. 2000, Ch. 10).

2.10 Penser la mutation - au-delà du capitalisme

On a insisté dans les sections précédentes sur la valeur explicative d'un ensemble de concepts, lois ou mécanismes. Mais il y a également beaucoup à apprendre des éventuels dépassements de cette valeur explicative. Dans certains cas, nous en avons donné quelques exemples, le problème est de prolonger l'analyse, d'en surmonter certaines limitations. Dans d'autres cas, la difficulté procède, non de l'imperfection de l'outillage analytique, mais de la mutation qualitative du phénomène lui-même. Ce point mérite d'être précisé quelque peu.

On a, par exemple, noté à la section 2.1 que l'analyse de la valeur et de l'exploitation que donna Marx, privilégie un type de travail, dit productif, reléguant dans une position secondaire, d'autres travaux liés à la maximisation du taux de profit que nous recouvrons du vocable *gestion*. Une chose est de faire leur place à ces travaux devenus, de nos jours, très importants; une autre est de s'interroger sur la dissolution éventuelle de ces clivages, ce qui reviendrait à prendre beaucoup de distance par rapport aux grands concepts du marxisme. Faut-il fusionner des tâches de production ouvrière et des tâches d'employés de commerce (vendeurs, caissiers...)? Si l'on opère ce choix, comment se positionner vis-à-vis des personnels gestionnaires supérieurs? La solution la plus économe, en termes de théorisation, consiste à replier ces nouvelles complexités de nos économies et sociétés à l'intérieur des anciennes boîtes, c'est-à-dire dans les catégories traditionnelles du capitalisme. Mais est-ce la plus appropriée? Marx avait, en effet, décidé de fonder tout son système autour du rapport social principal: la confrontation capitalistes-prolétaires, dans des définitions particulières. On peut poursuivre sa démarche en faisant éclater les notions, en dissolvant la rigueur du système, tout en sauvegardant la terminologie. On parle alors de nouvelle classe ouvrière ou prolétarienne, de nouveaux capitalistes, ou de nouvelle petite bourgeoisie³⁴; on oublie la définition que Marx donna du travail productif et de la plus-value ou on déclare ouvertement qu'il faut l'abandonner. Une démarche plus ardue, consiste à renouveler le cadre analytique. Ce n'est pas que le concept de travail productif soit à écarter; mais il faut reconnaître le dépassement graduel de sa valeur explicative, comme il est normal dans un monde en mutation. Reste à penser le nouveau, et à reconnaître la coexistence du nouveau et de l'ancien. L'analyse du capitalisme contemporain nous confronte à ces défis.

A quoi parvient-on? A nos yeux, le processus de ces transformations est plus vaste que la fusion, encore partielle, de travaux subalternes (ceux des ouvriers et employés). Les tâches de gestion déléguées à des personnels salariés firent l'objet d'une polarisation, dont les contours exacts sont toujours en voie de définition, entre des tâches d'exécution (le volet *employé*) et de conception, d'organisation et de direction (le volet *cadre*). Cette nouvelle contradiction *de classe*—parce qu'elle s'enracine dans de nouveaux rapports de production—vient se superposer dialectiquement à la contradiction traditionnelle capitalistes-prolétaires³⁵. La poursuite de ce mouvement peut conduire à une certaine fusion des tâches d'employés et des tâches ouvrières. Jusqu'au néolibéralisme, l'unité de ces groupes salariés, y compris les cadres, avait été largement préservée, bien qu'il ne s'agisse pas d'une unité de classe. Le néolibéralisme, visant à la perpétuation des privilèges des propriétaires, tend, à l'inverse, à certaines formes d'association des fractions supérieures de ces personnels salariés au capital.

34. POULANTZAS N. 1974.

35. DUMÉNIL G. 1975; DUMÉNIL G., LÉVY D. 1994.

La propriété capitaliste fait l'objet de transformations comparables à celle du travail, et le néolibéralisme en complique énormément l'analyse, car il est l'expression de la réaffirmation de certains caractères capitalistes fondamentaux des économies et sociétés contemporaines — au moins du pouvoir des détenteurs de capitaux. La première grande mutation de la propriété capitaliste (propriété des moyens de production) qu'on a évoquée, s'est produite au tournant des XIX^e et XX^e siècles, avec la séparation de la propriété et de la gestion, la concentration de la propriété dans la finance et de la gestion dans l'entreprise. Le rapport de propriété se distendait. Le néolibéralisme est à l'origine d'un développement qui prolonge le précédent : la concentration du capital dans des fonds, compte tenu de l'association de certaines fractions salariées à ce pouvoir capitaliste. Certains entrevoient derrière ces transformations le dépassement du rapport social capitaliste, qu'ils parlent de capitalisme institutionnel ou de post-capitalisme³⁶, voire de socialisme³⁷.

Notre interprétation pousse à souligner, dans la délégation des tâches de gestion, la polarisation entre les cadres et les autres groupes, employés et ouvriers. Nous y voyons un nouveau rapport de production et un nouveau rapport de classe — ce qui nous fait parler d'une société hybride, que nous appelons *capito-cadriste*. Le néolibéralisme tend au maintien de la prééminence du volet capitaliste traditionnel, en termes de pouvoir et de revenu, mais il ne saurait arrêter la transformation des rapports de production — peut-être peut-il la ralentir, certainement peut-il la biaiser. Penser la mutation, penser le rapport de force, tel est le défi analytique auquel nous sommes confrontés.

36. DRUCKER P.F. 1993.

37. BLACKBURN R. 1999.

Références

- ACHCAR G. 1999 (éd.), *Le marxisme d'Ernest Mandel*, Presses Universitaires de France, Paris.
- ACTUEL MARX 2000, *L'hégémonie américaine*, dossier préparé par Gilbert Achcar, Vol. 27.
- AGLIETTA M. 1976, *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, Paris.
- AMIN S. 1996, *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, Paris.
- BARAN P., SWEEZY P. 1966, *The Monopoly Capital*, New York, Londres, Monthly Review Press.
- BIDARD C. 1984 (éd.), *La Gravitation*, Cahiers de la R.C.P. "Systèmes de prix de production" (C.N.R.S.) num. 2-3, Université de Paris X-Nanterre.
- BIDET J. 1999, *Théorie générale*, Presses Universitaires de France, Paris.
- BLACKBURN R. 1999, "Le retour du collectivisme : la nouvelle économie politique des fonds de pension," *Mouvements*, Vol. 5, pp. 90-107.
- BOYER R. 1986, *La théorie de la Régulation : une analyse critique*, Agalma-La Découverte, Paris.
- BRENNER R. 1998, "The Economics of Global Turbulence," *New Left Review*, Vol. 229, pp. 1-264.
- CHESNAIS F. 1997, *La mondialisation du capital*, Syros, Paris.
- DE BRUNHOFF S. 1973, *La monnaie chez Marx*, Éditions Sociales, Paris.
- DOSTALER G. 1985 (éd.), *Un échiquier centenaire*, La Découverte, Presses Universitaires du Québec, Paris, Montréal.
- DRUCKER P.F. 1993, *Post-capitalist Society*, Butterworth-Heinemann, Oxford, Boston.
- DUMÉNIL G. 1975, *La position de classe des cadres et employés. La fonction capitaliste parcellaire*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- DUMÉNIL G. 1980, *De la valeur aux prix de production*, Économica, Paris.
- DUMÉNIL G., LÉVY D. 1994, The Emergence and Functions of Managerial and Clerical Personnel in Marx's Capital, pp. 61-81, in GARSTON N. 1994.
- DUMÉNIL G., LÉVY D. 1996, *La dynamique du capital. Un siècle d'économie américaine*, Presses Universitaires de France, Paris.
- DUMÉNIL G., LÉVY D. 1999(a), 2001a ■.
- DUMÉNIL G., LÉVY D. 1999(b), 2002e ■.
- DUMÉNIL G., LÉVY D. 1999(c), 2001g ■.
- DUMÉNIL G., LÉVY D. 1999(d), 2001c ■.
- DUMÉNIL G., LÉVY D. 1999(e) (éds.), *Le triangle infernal. Crise, mondialisation, financiarisation*, Presses Universitaires de France, Paris.
- DUMÉNIL G., LÉVY D. 2000, *Crise et sortie de crise. Ordre et désordres néolibéraux*, Presses Universitaires de France, Paris.
- EHRBAR H., GLICK M. 1986, "The Labor Theory of Value and its Critics," *Science and Society*, Vol. L, n° 4, pp. 464-478.

- ENGELS F. 1955, *M.E. Duhring bouleverse la science*, (1877), Alfred Costes, Paris.
- FOLEY D. 1982, "Value of Money, the Value of Labor Power and the Marxian Transformation Problem," *Review of Radical Political Economics*, Vol. 14, pp. 37-47.
- FREEMAN A. 1996, Price, Value and Profit. A Continuous, General, Treatment, pp. 225-279, in FREEMAN A., CARCHEDI G. 1996.
- FREEMAN A., CARCHEDI G. 1996 (éds.), *Marx and Non-Equilibrium Economics*, Edward Elgar, Aldershot, Angleterre.
- GARSTON N. 1994 (éd.), *Bureaucracy: Three Paradigms*, Kluwer Academic, Boston, Dordrecht, Londres.
- HOWARD M.C., KING J.E. 1989, *A History of Marxian Economics, I, 1883-1929*, Princeton University Press, Princeton.
- HOWARD M.C., KING J.E. 1992, *A History of Marxian Economics, II, 1929-1990*, Princeton University Press, Princeton.
- HUSSON M. 1999, Après l'âge d'or: sur *Le Troisième âge du capitalisme*, pp. 49-78, in ACHCAR G. 1999.
- JORLAND G. 1995, *Les paradoxes du capital*, Odile Jacob, Paris.
- KLEINKNECHT A., MANDEL E., WALLERSTEIN I. 1992 (éds.), *New Findings in Long Wave Research*, Macmillan Press, Londres.
- LIPIETZ A. 1979, *Crise et inflation: pourquoi?*, Maspero, Paris.
- LIPIETZ A. 1982, "The So-Called 'Transformation Problem' Revisited," *Journal of Economic Theory*, Vol. 26, n° 1, pp. 59-88.
- MANDEL E. 1999, *Les ondes longues du développement capitaliste. Une interprétation marxiste*, Éditions Page deux, Paris.
- MARX K. 1967, *Le Capital*, Livre I (1867), Éditions sociales, tome 1, Paris.
- MARX K. 1975, *Théories sur la plus-value* (1862), Éditions sociales, tome 2, Paris.
- MARX K. 1960, *Le Capital*, Livre II (1885), Éditions sociales, tome 2, Paris.
- MARX K. 1965, *Le Capital*, Livre III (1894), Éditions sociales, tome 1, Paris.
- MOSELEY F. 1992, *The Falling Rate of Profit in the Postwar United States Economy*, St. Martin's Press, New York.
- MOSELEY F. 1997, "The Rate of Profit and the Future of Capitalism," *Review of Radical Political Economics*, Vol. 29, n° 4, pp. 23-41.
- MOSELEY F., WOLFF E. 1992 (éds.), *International Perspectives on Profitability and Accumulation*, Edward Elgar, Aldershot, Angleterre.
- OKISHIO N. 1961, "Technical Change and the Rate of Profit," *Kobe University Economic Review*, Vol. 7, pp. 86-99.
- POULANTZAS N. 1974, *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Seuil, Paris.
- SHAIKH A. 1992, The Falling Rate of Profit as the Cause of Long Waves: Theory and Empirical Evidence, pp. 174-195, in KLEINKNECHT A., MANDEL E., WALLERSTEIN I. 1992.
- TOUSSAINT E. 1998, *La Bourse ou la vie, la finance contre les peuples*, CADTM, Bruxelles.
- WOLFF E. 1992, Structural Change and the Movement of the Rate of Profit in the USA, pp. 93-121, in MOSELEY F., WOLFF E. 1992.

Sommaire

Introduction	1
1 - Une nouvelle phase du capitalisme	2
1.1 Changement technique et rentabilité du capital	2
1.2 Le néolibéralisme - la mondialisation néolibérale - l'hégémonie américaine	3
2 - Les outils	5
2.1 La théorie de la valeur	5
2.2 La concurrence et la concentration	6
2.3 La baisse du taux de profit, les autres tendances et les contretendances	7
2.4 Crises structurelles, genèse des contretendances et phases du capitalisme	9
2.5 Crises et cycle conjoncturel	10
2.6 La loi de l'accumulation capitaliste, la suraccumulation du capital et le chômage	11
2.7 L'anarchie capitaliste - l'ex-postisme	12
2.8 Les rapports entre la finance et le secteur réel	14
2.9 Les luttes de classe	15
2.10 Penser la mutation - au-delà du capitalisme	16
Références	18